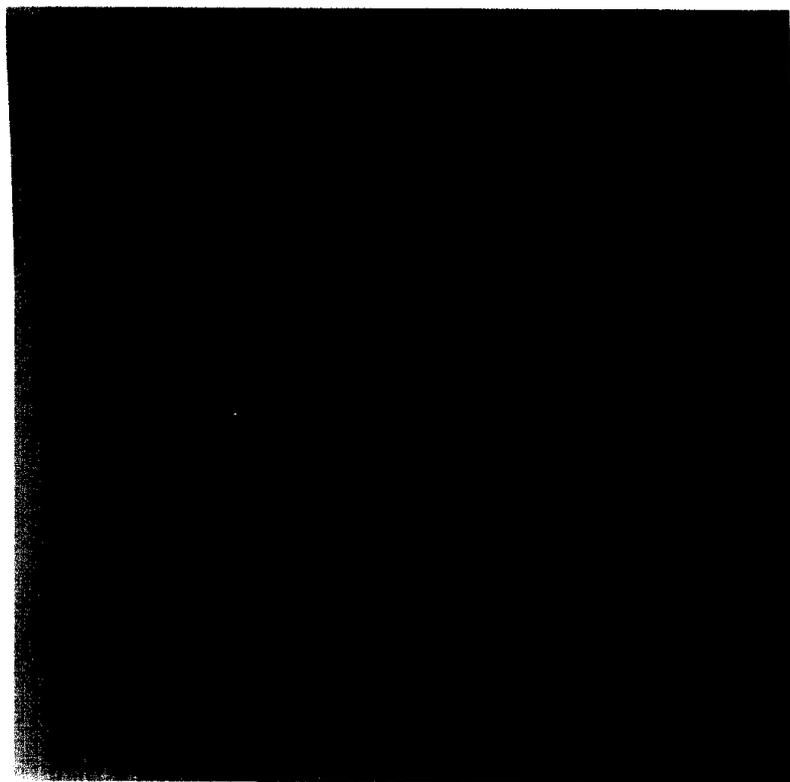


103^e année

N° 4 — Octobre-Décembre 1985

2
84

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

du n° 4 — 1985 (*)

I. — DOCTRINE :

La réglementation de l'autocontrôle : commentaire de la loi n° 85-705 du 12 juillet 1985, par Gilles FLORÈS et Jacques MESTRE 775

L'imposition des rémunérations inscrites au compte courant des dirigeants de sociétés, par Maurice COZIAN. 789

Les certificats d'investissement privilégiés : nouveau produit financier ou transition vers la dénationalisation des groupes publics ?, par François VELLAS 807

II. — JURISPRUDENCE :

I. — *Contrat de société.*

Société. Contrat d'association entre médecins pour l'exercice en commun de leur profession. Qualification du contrat. Éléments constitutifs du contrat de société. Clause du contrat relative à la reprise du matériel acquis en indivision grâce à un emprunt. Retrait d'un associé. Conditions d'application de la clause de reprise et de remboursement de l'emprunt. Retrait d'un associé, l'associé qui s'est retiré ayant proposé un successeur à l'autre qui a refusé de donner son agrément, Paris, 7^e ch. A, 30 janvier 1985, note Yves CHAPUT 815

(*) Voir ci-après, les Tables de l'année 1985

II. — *Sociétés en général.*

Reprise des engagements souscrits au nom de la société en formation. Clause statutaire de continuation des marchés passés pour l'exploitation du fonds de commerce apporté, Cass. com., 10 octobre 1984, note Jean-Jacques BURST 821

III. — *Sociétés anonymes.*

Actions. Promesse de vente. Fixation du prix par un tiers. Prix fixé à un franc, Cass. com., 3 janvier 1985, note Jean HÉMARD .. 826

Président. Acte étranger à l'objet social. Acceptation d'une lettre de change. Mauvaise foi du tiers porteur. Opposabilité de l'objet social, Cass. com., 25 juin 1985, note Jean-Jacques DAIGRE. 829

Dirigeants sociaux. Abus de biens sociaux. Brevet. Versement à une personne sans droits. Atteinte à l'intérêt social. Intérêt personnel, Colmar, 30 avril 1985, note Patrice STORCK. 833

Directoire. Rémunération des membres. Compétence du conseil de surveillance. Mandat donné par l'un de ses membres à un autre de le représenter à une séance dudit conseil. Vote émis non conforme à de prétendues instructions données au mandataire. Validité du vote en l'absence de fraude de ce dernier, Cass. com., 16 juillet 1985, note Jean GUYÉNOT. 842

IV. — *Commissaires aux comptes.*

Responsabilité civile. Obligation de moyens. Obligation de résultat. Fait générateur. Lien de causalité, Cass. com., 17 octobre 1984, note Dominique VIDAL 845

V. — *Droit pénal des sociétés.*

Abus de biens sociaux. Action civile. Recevabilité. Syndic. Action exercée au nom de la masse. Délits autres que la banqueroute ou délits assimilés. Autorisation de la masse, Cass. crim., 3 juin 1985, note Bernard BOULOC 850

Société anonyme. Directeur général. Partie civile. Plainte avec constitution. Recevabilité, Cass. crim., 6 mai 1985, note Bernard BOULOC 854

Société en état de cessation des paiements. Gérant de fait. Comptabilité sociale irrégulièrement tenue. Détournement de tout ou partie de l'actif social. Confusion entre le patrimoine personnel du gérant et celui de la société. Conditions d'incrimination de détour-

nement d'actif social, Paris, 9 ^e ch. B, 7 décembre 1984, note Jean-Pierre MARCHI	859
--	-----

VI. — *Droit fiscal des sociétés.*

Société commerciale. Opérations comptables de l'entreprise auxquelles ont donné lieu les actes de gestion. Revenu imposable déterminé à partir des résultats de la comptabilité. Acte normal ou acte anormal de gestion. Preuve fiscale. Charge de la preuve, Cons. d'Etat, 9 ^e et 7 ^e s.-sect. 20 février 1985, req. n ^o 41.598, note René BLANCHER	862
---	-----

VII. — *Procédures collectives des faillites.*

Dirigeants sociaux. Cautionnement d'une dette de la société garantie par un prêt hypothécaire. Péremption de l'inscription hypothécaire. Absence de renouvellement. Art. 2037 c. civ. applicable. Dirigeant non tenu, Cass. com., 18 février 1985, note Adrienne HONORAT	866
--	-----

Groupement d'intérêt économique. Mise en règlement judiciaire ou en liquidation des biens des membres. Membre démissionnaire. Nécessité pour la cour d'appel de rechercher la date de la publication de la retraite au registre du commerce, Cass. com., 30 mai 1985, note Adrienne HONORAT	869
---	-----

III. — *LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :*

Règlement CEE	873
Lois	873
Décrets	881
Arrêtés	886
Circulaires	886
Instructions de la Direction générale des impôts	886

IV. — *RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :*

Entreprises : création ; reprise	889
Sociétés anonymes	890
Commissaires aux comptes	892

Comités d'entreprise	893
Sociétés en participation et sociétés de fait	894
Groupements d'intérêt économique	895
Exploitations agricoles à responsabilité limitée	896
Prévention et règlement amiable des difficultés des entreprises	897
Procédures collectives des faillites	898

V. — BIBLIOGRAPHIES :

Comptes rendus d'ouvrages	901
Articles et notes de jurisprudence	912
Ouvrages, monographies	925

VI — INFORMATIONS :

Sommaire du Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse	927
Fédération internationale des Bourses de valeurs : compte rendu de la 25 ^e Assemblée générale annuelle, 1985	927
Le commissariat aux comptes en proie aux réformes : <i>addendum</i> , par MM. Alain SAYAG et Alexis PALMADE	929
Droit de la concurrence en Europe : le nouveau formulaire de la notification	929
Journées d'études, conférences (1986)	930